



BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 25 mars 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

1 Md USD

C'est l'investissement reçu par le secteur de la *fintech* au Nigéria au cours de ces deux dernières années d'après MasterCard – soit plus d'un tiers des 2,7 Md USD investis dans la *fintech* en Afrique depuis juillet 2021.

Nigéria :

Le comité de politique monétaire de la CBN décide une nouvelle hausse de son taux directeur en réaction à l'accélération de l'inflation ; L'émission croissante de bons du Trésor par le DMO : un instrument contre l'inflation ; L'AFARN remercie la CBN et le Ministre Keyamo pour la résorption des arriérés de change dus aux compagnies aériennes étrangères ; Le Gouvernement approuve la construction de 28 routes et ponts dans le pays ; Les créateurs de contenus au Nigéria pourront monétiser leurs publications sur Instagram dès juin prochain.

Ghana :

Le secteur privé est confronté à une compression très forte de l'accès au crédit, les banques domestiques

continuant de favoriser les bons du Trésor de court terme ; Le MIF va offrir des possibilités de co-investissement.

Nigeria

Le comité de politique monétaire de la CBN décide une nouvelle hausse de son taux directeur en réaction à l'accélération de l'inflation

[La Banque centrale du Nigéria \(CBN\) poursuit le resserrement de sa politique et augmente son taux directeur de +200 pb, après +400 pb en février, le portant à 24,75 %.](#) La Banque resserre également le corridor asymétrique des taux des facilités marginales de prêt et de dépôt à +100/-300 autour du taux directeur, provoquant de fait une hausse du taux de la facilité marginale de dépôt. La CBN maintient par ailleurs le taux de réserve obligatoire à 45 % pour les banques de dépôts et augmente celui des banques d'investissement de 10 % à 14 %. Enfin, le taux de liquidité est maintenu à 30 %.

La CBN se dit préoccupée par l'accélération persistante de l'inflation en février (+31,7 %), tirée par la hausse des prix alimentaires (+37,9 %). Elle salue la stabilisation du change observée depuis son précédent comité de politique monétaire en février, soulignant notamment [les effets positifs que joue le remboursement de ses arriérés de paiement en devises achevé en fin de semaine dernière](#). La hausse des taux directeurs est dans la fourchette haute des anticipations. La poursuite du durcissement de la politique monétaire était attendue et devrait permettre de consolider la stabilisation du naira sur les marchés des changes. Le cadre opérationnel de la CBN centré sur l'inflation est également confirmé.

L'émission croissante de bons du Trésor par le DMO : un instrument contre l'inflation

[Selon les dernières publications du Bureau de gestion de la dette \(DMO\), la dette domestique de l'Etat fédéral au quatrième trimestre 2023 a augmenté de 6,2 % par rapport au trimestre précédent \(50 200 Md NGN\) pour atteindre 53 300 Md NGN.](#) Cela est en partie dû à l'augmentation significative des émissions de bons du Trésor, qui ont progressé de 38,1 % au quatrième trimestre 2023 pour atteindre 6 500 Md NGN.

Cette croissance des émissions de bons du Trésor peut être interprétée comme une volonté du DMO d'éviter un financement monétaire du déficit de financement (« *financing gap* ») du budget de l'Etat, en soldant ce déficit par de la dette supplémentaire. Le

financement monétaire entraîne en effet une importante création monétaire, génératrice d'inflation. Interrogée, la Banque mondiale affirme que son estimation du déficit de financement au Nigéria en 2024 est passée de 0,8 % du PIB en novembre dernier à 0,1 % ce mois-ci.

L'AFARN remercie la CBN et le Ministre Keyamo pour la résorption des arriérés de change dus aux compagnies aériennes étrangères

[L'Association des compagnies aériennes et des représentants étrangers au Nigeria \(AFARN\) a reconnu ce matin que la Banque centrale du Nigéria \(CBN\) a résorbé l'arriéré de change de 800 M USD dû aux compagnies aériennes étrangères, issu de la vente de billets.](#) Cet arriéré a pu détériorer au cours des trois dernières années l'attractivité du Nigéria pour ces compagnies aériennes, malgré le vœu du pays de devenir un hub continental.

Kingsley Nwokoma, Président de l'AFARN, a en outre félicité Air Peace pour son projet d'exploitation de vols directs entre Lagos et Londres. Son association a demandé à d'autres compagnies aériennes nigérianes d'explorer la même option pour d'autres itinéraires internationaux. M. Nwokoma a toutefois souligné que la collaboration et les alliances étaient essentielles dans l'aviation mondiale et a exhorté les compagnies aériennes du pays à exploiter ces options.

Le Gouvernement approuve la construction de 28 routes et ponts dans le pays

Cette semaine, le ministre des Travaux publics, David Umahi, a annoncé que [Le Gouvernement nigérian a approuvé un financement de 1 260 Md NGN \(920 M USD\) pour la construction de 28 ponts et routes à travers le pays.](#) Les projets ont reçu l'approbation du gouvernement après avoir été examinés par le Bureau des marchés publics (BPP) et avoir obtenu des certificats de non-objection. Le ministre des Travaux publics a également annoncé avoir approuvé la construction du pont Buruku sur la rivière Katsina Ala dans l'État de Benue, d'une valeur de plus de 83 Md NGN (60 M USD) et celle d'une route de 91 km à Shaki, dans l'État d'Oyo, d'une valeur de 144 Md NGN (105 M USD). Le gouvernement a également donné son feu vert pour la création du «*Renewed Hope Infrastructure Development Fund*», qui sera directement placé sous l'autorité de la présidence. Ce fond vise à combler le déficit infrastructurel de 878 Md USD du pays d'ici 2040.

Les créateurs de contenus au Nigéria pourront monétiser leurs publications sur Instagram dès juin prochain

En Afrique, le développement du marché de la création de contenu est entravé par l'absence de possibilités de monétisation directe sur certaines plateformes. Une part significative des revenus de ce marché échappe à l'Afrique car plusieurs plateformes ne permettent pas encore aux créateurs des pays du continent de tirer directement profit de leurs contenus. Selon les estimations de la banque Goldman Sachs, la valeur totale du marché de la création de contenu en Afrique s'élevait à 250 Md USD en 2023, avec une prévision de croissance à 470 Md USD d'ici 2027.

Au Nigeria, les créateurs de contenus locaux ont longtemps réclamé la possibilité de monétiser directement leur travail. Cette demande sera prochainement satisfaite. [Lors d'une récente visite d'une délégation de Meta dans le pays, le groupe a annoncé que les créateurs de contenus locaux pourront générer des revenus à partir de leurs publications sur Instagram à partir du mois de juin.](#)

Ghana

Le secteur privé est confronté à une compression très forte de l'accès au crédit, les banques domestiques continuant de favoriser les bons du Trésor de court terme

[Lors de sa 117^{ème} réunion du comité de politique monétaire, la Banque du Ghana \(BoG\) a annoncé le maintien de son taux directeur à 29 %, tandis qu'elle a souligné la préférence des banques pour les investissements dans les titres d'État \(T-bills\) plutôt que l'octroi de crédits au secteur privé.](#) En effet, la croissance du crédit accordé aux entreprises et aux particuliers a chuté de manière significative, passant de 29,5 % en février 2023 à 5,1 % en février 2024. Cette diminution entraîne une réduction importante des fonds disponibles pour les entreprises, limitant drastiquement leur capacité à investir, à se développer et à créer des emplois.

Le gouverneur de la BoG a souligné l'impact réel de cette tendance, notant qu'**ajustée en fonction de l'inflation, la croissance du crédit du secteur privé était en contraction de 14,7 %**. Ces données sont corroborées par une **augmentation des investissements bancaires dans les instruments du Trésor à court terme, avec une croissance annuelle atteignant 67,6 % en février 2024**, contre une augmentation de 36,9 % l'année précédente. La semaine dernière, les T-Bills à 91 jours, 182 jours et 364 jours ont été clôturés à 26 %, 28,5 % et 29,1 % respectivement. En réponse, **la BoG a annoncé une série de mesures visant à remédier aux liquidités excédentaires du marché avec pour objectif d'encourager l'augmentation des prêts au secteur privé**. A compter du mois d'avril 2024, le ratio de réserve de trésorerie (CRR) augmentera pour les banques dont les ratios prêts/dépôts sont inférieurs à 55 %, soit un CRR de 20 % pour les

banques ayant un ratio prêts/dépôts entre 40 % et 55 % et un CRR de 25 % pour celles ayant un ratio prêts/dépôts inférieur à 40 %.

Cette aversion au risque et l'attitude prudente des banques domestiques envers le secteur privé trouvent leur origine dans l'incertitude économique et de la hausse des prêts non performants, qui a atteint 24,6 % en février 2024.

Le MIIF va offrir des possibilités de co-investissement

Edward Nana Yaw Koranteng, le PDG du Fonds d'investissement dans les revenus des minerais (MIIF) a déclaré à une réunion d'investisseurs mondiaux au Canada que [le MIIF était prêt à co-investir avec des investisseurs cherchant des opportunités dans le sous-secteur des minéraux au Ghana](#). L'objectif stratégique du MIIF est de faire du Ghana le centre minier en Afrique et de localiser autant que possible la valeur ajoutée.

« Nous sommes prêts à co-investir et à créer ainsi un mécanisme de réduction des risques pour les investisseurs. Nous mettons l'accent sur le développement de l'ensemble de la chaîne de valeur. »

Edward Nana Yaw Koranteng, PDG du Fonds d'investissement dans les revenus des minerais (MIIF)

Les possibilités offertes au Ghana sont larges et vont au-delà de l'or pour lequel le pays est connu. Les opportunités couvrent également le secteur du sel, le lithium, la bauxite, le minerai de fer, le graphite, le feldspath, les diamants, le kaolin, ainsi que les usines chimiques et les raffineries dans les chaînes de valeur de chaque type de mine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr